

Nouvelles locales des lundi 24 et mardi 25 mars 2014

@rib News, 25/03/2014 | Politique - Jean Baptiste Bagaza (photo) passe la main à Zénon Nicayenzi la tête du parti PARENA. Passation de la présidence du parti PARENA ce dimanche entre l'ancien président de la République et fondateur de ce parti et son successeur. Selon le colonel Jean Baptiste Bagaza, il a constaté qu'il est temps que les choses changent à la tête de ce parti afin d'y mettre du sang neuf dans cette période où le pays commence les préparatifs des élections de 2015. Après le vote du comité central, l'assemblée générale a approuvé par acclamation Zénon Nicayenzi comme nouveau président du parti PARENA. Le président sortant a promis d'être présent des nouveaux dirigeants de ce parti pour leur donner des conseils le cas échéant.

Le nouveau patron de ce parti a remercié ceux qui ont aidé de le porter à la présidence et a estimé que les anciens de ce parti seront encouragés afin de mettre de l'harmonie dans les actes. Zénon Nicayenzi a ajouté aussi que son parti restera dans l'ADC-Ikibiri afin de mener ensemble la lutte politique. Il a aussi souligné que la candidature de Nkurunziza à la présidentielle de 2014 est contre les accords d'Arusha et la constitution du Burundi. Étaient présents à cette réunion, certains membres des partis politiques réunis au sein de l'ADC-Ikibiri. [rtnb/rpa/isanganiro/rtr/bonesha]- Le constitutionnaliste Pascal Rwankara constate que l'option de référendum n'est plus possible dans ces jours-ci au Burundi. Selon lui, la Constitution du Burundi prévoit deux options exclusives l'une de l'autre au président de la République : soit la procédure de modification de cette constitution. Il trouve donc que comme il a déjà choisi la voie parlementaire qui a été choisie, il ne peut pas immédiatement recourir au référendum puisqu'il a déjà fait un choix, choix qui est intangible. Cela signifie qu'une fois le choix opéré, il ne peut plus le refaire en optant pour l'autre solution. De plus, il constate que les sommes à un mois du début de l'année électorale et donc, le temps et les moyens ne peuvent pas permettre la tenue d'un tel événement. Il fait constater également que à le référendum a deux conséquences. D'une part, ce projet de loi va passer suite à l'approbation populaire. Mais d'autre part, s'il ne passe pas, soit le président démissionne, soit il y a des élections anticipées. [rpa/isanganiro/rtr/bonesha]- L'OAG estime que le recours au référendum n'est plus possible à cause d'un échec de vendredi dernier à l'Assemblée nationale de Kigobe où les députés n'ont pas pu voter le projet de loi portant sur la constitution. Selon le président de cette organisation, le président doit attendre la fin des élections pour procéder à cette révision. Mais le Godefroid Manirambona trouve aussi que les problèmes de temps et de moyens font défaut et que l'organisation de ce référendum devrait être reportée pour l'année prochaine si possible. [rtnb/rpa/isanganiro/rtr/bonesha]- Le parti CNDD trouve que la révision de la Constitution par voie référendaire n'est plus possible. Le porte-parole de ce parti trouve que cette voie nécessite plus de moyens alors que le temps qui reste est trop court. François Bizimana trouve qu'avant d'entamer cette procédure, il faut avoir un fichier électoral pour connaître ceux qui vont participer et distribuer des cartes d'électeur. Il trouve également que les moyens font normalement défaut dans ce pays qui compte déjà à songer aux élections de 2015 qui vont prendre plus d'argent. Il constate par ailleurs que le peuple s'est déjà prononcé à ce sujet via les députés et voit que le recours au référendum signifierait tout simplement que l'assemblée nationale n'a plus de légitimité. Dans ce cas, il voit que si ce projet passe par référendum et qu'il est voté, il doit être ratifié par cette même assemblée nationale qui l'a rejeté et le président de la République devrait destituer cette assemblée nationale. [rpa/bonesha]- Rwaso Agathon trouve que la Constitution de la République du Burundi permet à toute personne de circuler librement sur toute l'étendue du territoire de la République du Burundi. Selon lui, il est aberrant que les Imbonerakure et certains policiers manipulent par certaines autorités administratives se livrent à des actes de sabotage de la liberté des autres citoyens. Il s'interroge surtout qui sont ces Imbonerakure qui se donnent le droit de poser des actes de violence à la police alors que le pays n'est pas une propriété privée du parti CNDD-FDD. Selon le parti au pouvoir a peur de perdre les élections à venir et c'est pourquoi les membres des partis politiques de l'opposition sont malmenés par ces jeunes affiliés au parti au pouvoir ainsi que par certains policiers manipulent. Il fait cette déclaration au moment où un de ces homonymes a été arrêté et interrogé par ces Imbonerakure dans la province de Muyinga le week-end passé suite à une visite de Rwaso dans cette province. Cet ancien patron des FNL demande au moins au parti au pouvoir de fournir la liste des noms que les burundais doivent porter pour échapper aux intimidations de la part de certains membres du parti au pouvoir. [rtnb/rpa/isanganiro/rtr/bonesha]- Le ministre de l'Intérieur a tenu une conférence ce lundi soir avec les représentants des confessions religieuses agréées au Burundi dans le but de leur faire part de l'avancement des choses en ce qui est de la révision de la constitution. Lors de cette conférence, Edouard Nduwimana a en outre levé l'équivoque quant à la candidature de Pierre Nkurunziza lors de la présidentielle de 2015. Il a en effet fait savoir que le président actuel briguera un troisième mandat à la tête de l'Etat. Selon lui, toute personne qui se présentera dans cette présidentielle est invitée à se préparer en connaissance de cause tout en sachant bien que Nkurunziza sera candidat à sa propre succession. [rtnb/rpa/isanganiro/rtr/bonesha]- Selon le FORSC, le ministre de l'Intérieur s'est exprimé au nom de son patron et du gouvernement en général dans un cadre officiel qui ne laisse plus planer de doute quant à la candidature de Nkurunziza en 2015. Le délégué général de ce forum estime qu'il s'agit d'une lumière apportée alors que tout le monde se demandait ce qui allait se passer à ce sujet et trouve que Nduwimana ne peut pas se prononcer ainsi sans le consentement de Nkurunziza à ce sujet. Vital Nshimirimana trouve pourtant que même si les membres du parti au pouvoir veulent le faire entendre par tous les moyens, il s'agit d'une tentative vaine du moment que la lecture combinée de la constitution et des accords d'Arusha laisse entendre nettement que personne ne peut dépasser à la tête du pays deux mandats de 5 ans chacun. Il déplore toutefois le fait que le ministre de l'Intérieur cherche toujours à légitimer ses prétentions tout cela en voulant satisfaire les intérêts de son parti au détriment de l'intérêt national. [rpa] | Education - Les étudiants de l'université du Burundi et ceux de l'UNES qui étaient appelés par les autorités des institutions pour prendre une inscription n'ont pas été suivis comme attendu. Les étudiants se présentaient à certaines heures et jusque 11h30 de ce lundi, seuls une trentaine avaient déjà pris cette inscription. De plus, il y a des personnes non étudiants qui se faisaient remarquer dans les campus et il y en a même qui n'ont pas ou fournir la carte d'identité requise pour prendre cette inscription. Cette situation a laissé penser qu'il s'agissait des personnes non étudiants qui

voulaient persuader les vrais étudiants que les inscriptions sont déjà prises. A l'ENS, aucun étudiant ne s'attendait à prêter cette heure. Ces étudiants inscrits sont pour la plupart ceux de l'ISCAM inscrits à l'université du Burundi. Les derniers ne bénéficient pas de cette bourse qui cause problème. Le recteur de l'université du Burundi espère que les étudiants vont venir se faire inscrire dans ces trois jours réservés à ce travail. Le professeur Gaston Hakiza affirme que les délais de cette inscription peuvent être rallongés pour permettre à un plus grand nombre d'étudiants qui désirent de remplir les formalités requises. Il ajoute aussi que les mesures de renvoi de certains étudiants peuvent être revues si cela est nécessaire. [rtnb/rpa/isanganiro/rtr/bonesha]- Les inscriptions ont continué ce mardi dans ces institutions mais semblent mobiliser de moins en moins d'étudiants. En effet, seuls 30 étudiants avaient pris cette inscription jusque midi de ce mardi à l'université du Burundi alors qu'à l'ENS aucun étudiant ne s'attendait à ces informations recueillies au préalable des agents chargés de procéder à cette inscription, ceux qui viennent sont en grande partie ceux qui ne sont pas concernés par la bourse qui sont entre autres les militaires et ceux qui finalisent leurs travaux de fin d'études. La directrice de l'ENS espère de sa part que les étudiants vont continuer à prendre cette inscription dans les jours qui suivent et ajoute que les délais vont être allongés pour permettre à tout étudiant qui le désire de se présenter. Janvière Ndirahisha affirme tout de même que 9 étudiants se sont fait inscrire hier et que personne n'est venu aujourd'hui. Elle demande ainsi aux étudiants de ne pas bouder cette inscription puisque le dialogue pourra être amorcé une fois arrivés dans les auditoires. Signalons que sur toutes les entrées de ces institutions, il s'observe un grand nombre de policiers ce mardi. [rtnb/rpa/isanganiro/rtr/bonesha] Société - Le recteur de l'université du Burundi a porté plainte devant le Conseil National de la Communication contre trois médias locaux qui sont la RPA, la RSF Bonesha FM et Isanganiro. Selon une correspondance adressée au président de ce conseil, Gaston Hakiza reproche à ces médias d'avoir diffusé sur leurs ondes dans le week-end passé, des informations faisant état d'une manipulation de certaines personnes par les autorités rectores pour que ces personnes aillent prendre une inscription simulée à l'université du Burundi ce lundi matin afin de montrer que cette opération est en train d'être effectuée normalement. Il demande ainsi au CNC de faire des investigations à ce sujet et de prendre des mesures qui s'imposent. Selon ces informations, ces personnes devraient être composées des conducteurs de taxi motos, de taxi vélos, des policiers en civil et certains autres jeunes Imbonerakure. Ils devraient en contrepartie toucher une certaine somme d'argent non précisée. [rtnb/rpa/isanganiro/rtr/bonesha] Sécurité - Une grenade a été lancée dans la chambre à coucher d'un responsable du centre de santé de Muzenga II dans la commune Buyengero de la province Bururi la nuit de ce lundi à mardi. Selon des sources sur place, la grenade a été lancée à travers la fenêtre de cette chambre et en a blessé l'occupant d'une main à la jambe. Ce dernier a été transporté la même nuit à l'hôpital de Ruhengeri pour des soins de santé. La police indique que les motifs et les auteurs de cette attaque n'ont pas encore été connus mais que deux personnes dont un infirmier de ce centre de santé ont déjà été arrêtés alors que deux autres sont recherchées. Selon certaines sources, il y avait auparavant un mauvais climat entre la direction de ce centre de santé et son comité de gestion et des mobiles politiques seraient derrière cette situation. [rtnb/isanganiro/bonesha]- Une autre grenade a été lancée sur la colline Gahwazi de la commune et province Ngozi la même nuit de ce lundi à mardi dans un ménage de cette colline. Lors de cette attaque, deux personnes ont été blessées et se trouvent pour le moment à l'hôpital pour y être soignées. Les victimes assurent que cette attaque serait liée à des conflits fonciers suite à un procès pendant en justice les opposant à une autre famille. Une personne soupçonnée d'avoir trempé dans cette attaque a été arrêtée pour des raisons d'enquête, assurent des sources policières. [rtnb/isanganiro] Justice - Deux membres de la JRR ont été arrêtés ce mardi matin par la police dans la commune urbaine de Kanyosha et Buyenzi. Selon le procureur de la République en mairie de Bujumbura, ils sont poursuivis dans le cadre des enquêtes sur la tentative d'assassinat du secrétaire du parti Uprona aile de Concilie Nibigira. Lionel Ninteretse a en effet été arrêté chez lui à Kanyosha après une fouille perquisitionnée à son domicile. Selon son avocat, il s'agit d'une arrestation illégale puisque le mandat d'arrêt qui lui a été délivré signifie en général qu'il n'a pas voulu répondre aux convocations antérieures, ce qui n'est pas le cas. Mais Nduwayo trouve que cette procédure est entachée d'irrégularités dès le départ et pense qu'il y aurait derrière des mobiles politiques. De son côté, le secrétaire de la JRR en mairie de Bujumbura trouve que l'accusé est victime d'avoir refusé de s'aligner derrière Concilie Nibigira et affirme que ce n'est pas la première fois ni la dernière de telles arrestations sont opérées. Patrick Nitegeka demande à la justice d'être vigilante pour ne pas tomber dans une manipulation politicienne. Il affirme l'engagement des jeunes de la JRR de ne pas baisser les bras dans cette lutte politique dans laquelle ils sont engagés malgré ces intimidations qui ne cessent de tomber. [rpa/isanganiro/rtr/bonesha]- Le porte-parole du parti Uprona unifié constate de sa part que les jeunes arrêtés sont victimes d'une erreur de la justice burundaise qui veut avoir des bouc-émissaires à condamner dans cette affaire de tentative d'assassinat de Gaston Sindimwo. Thacien Sibomana estime que ces jeunes de la JRR sont innocents et rappelle que le parti Uprona ne veut pas entendre que du sang soit versé pour rien tout en affirmant que personne ne peut soutenir ceux qui commettent des attentats contre la vie des autres citoyens. Il demande ainsi à l'OPJA qui a le dossier en main d'utiliser une super intelligence exceptionnelles afin de ne pas envoyer en prison des personnes innocentes suite à des erreurs commises par certaines personnes pour diverses raisons. Il constate plutôt qu'il s'agit d'un acharnement contre ceux qui sont restés fidèles à Charles Nditije et son équipe. [rtr/bonesha] Gouvernance - L'OLUCOME demande de faire des enquêtes sur les déclarations du député Charles Nditije qui a fait savoir que certains députés ont été sollicités pour voter les amendements de la révision de la constitution moyennant une certaine somme d'argent. Selon le président de cet observatoire, il serait déplorable que le gouvernement fasse une corruption d'Etat en essayant de corrompre ceux qui votent des lois. Gabriel Rufyiri demande aussi des enquêtes afin de savoir qui a essayé de corrompre et la somme qui avait été promise. Il s'est aussi exprimé sur la situation à l'université du Burundi affirmant que la suppression de la bourse peut être opérée mais d'une manière progressive quitte à produire peu d'effets négatifs. Selon lui, le gouvernement devrait revenir sur cette décision pour assainir la situation. De plus, il demande que les étudiants qui ont été renvoyés soient réhabilités afin que la situation tendue soit apaisée. Il annonce aussi que cet observatoire va

organiser une marche pacifique pour d'annoncer ce qui ne va pas au Burundi et demande à l'avance aux autorités administratives de la mairie de songer aux mesures pour sécuriser cette marche pacifique. [rpa/isanganiro/rtr/bonesha]